

RÉDACTION
9, rue d'Aboukir, 9
Les manuscrits non insérés
ne sont pas rendus.
ABONNEMENTS
DÉPARTEMENTS
mois 3 fr.
mois 8
Adresser toutes deman-
des et mandats au Direc-
teur-gérant.

ADMINISTRATION
9, rue d'Aboukir, 9
Les manuscrits non insérés
ne sont pas rendus.
ABONNEMENTS POUR PARIS
1 mois 2 fr.
3 mois 6
S'adresser pour les ab-
onnements, 9, rue d'Aboukir.

LE CRI DU PEUPLE

4 avril Journal politique quotidien

BUREAUX DE VENTE
9, rue d'Aboukir, et 19, rue de Valenciennes

Rédacteur en chef : **JULES VALLÈS**

BUREAUX DE VENTE
9, rue d'Aboukir, et 19, rue de Valenciennes

JOURNÉE D'HIER

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES
Paris, 2 avril 1871, 5 h. 30 m. du soir.
Place à Commission exécutive.
Bergeret est lui-même à Neuilly. D'après rapport, le feu de l'ennemi a cessé. Esprit des troupes excellent. Soldats de ligne arrivent tous et déclarent que, sauf les officiers supérieurs, personne ne veut se battre. Colonel de gendarmerie qui attaquait, tué.

Une pension de jeunes filles, qui sortait de l'église de Neuilly, a été littéralement hachée par la mitraille des soldats de MM. Favre et Thiers.

A neuf heures du matin, les mouchards et les chouans sont commandés par Versailles.

Ils s'avancent au-devant du Mont-Valérien et sur les hauteurs de Neuilly, mettent en batterie des mitrailleuses et foudroient la place de l'église de Neuilly, des obus arrivent jusque dans l'enceinte de Paris.

Les gardes nationaux postés là en grand garde font bonne contenance. Quelques-uns tombent : des femmes et des enfants sont tués.

Les gardes nationaux se replient en bon ordre : ils concentrent en route des renforts qui arrivent, envoyés par l'état-major.

A midi, ordre est donné par la Commission exécutive de battre la générale. Les membres de la Commune accourent en foule à l'hôtel de ville, ils ceignent leur écharpe et demandent à la tête de quelle colonne ils doivent marcher. Nous remarquons le citoyen Ch. Beslay, âgé de soixante-seize ans, réclamant le poste le plus périlleux.

Les hommes de guerre viennent de toute part mettre leur épée au service de la Commune.

Les membres de la Commune haranguent les gardes nationaux, les acclament dans l'hôtel de ville.

Un officier d'état-major, dans la salle du Comité central pleure de rage de ne pouvoir prendre part au combat, forcé qu'il est de rester pour sa consigne.

Les maires du premier, deuxième et seizième arrondissement sont occupés militairement par les bataillons fédérés.

200,000 hommes sont debout sous la main des Délégués de la guerre.

On signale un détail horrible. Au moment de la lutte, dans la matinée, les gardes nationaux ont vu leurs adversaires lever la croix en l'air.

Un ancien représentant du peuple, bien connu, vient annoncer à la Commune qu'on a trouvé, étendus à terre, dans une mare de sang, cinq hommes, quatre gardes nationaux et un soldat de la ligne. Ils avaient les mains liées.

Il arrive à chaque instant des détachements de soldats qui passent à la République.

Trois bataillons, les 119^e, 218^e et le 93^e de la garde nationale, ont été attaqués à dix heures du matin au Rond-Point (Courbevoie) par une bande d'insurgés venant de Versailles. Cette bande était composée d'anciens sergents de ville revêtus de divers costumes.

Le 218^e bataillon ayant été surpris et succombant sous le nombre, le 119^e et le 93^e sont venus à son secours. Ecrasés sous le feu de l'artillerie, — ces bataillons se sont repliés jusqu'à la hauteur de la première barricade de Courbevoie. Là, battus par une poignée de patriotes, les mouchards de Piétri se sont retirés lâchement dans leurs retranchements.

Nous félicitons la 12^e compagnie du 119^e bataillon, commandée par le lieutenant Dewalster.

Elle s'est vaillamment conduite. Elle a eu un mort et trois blessés.

DERNIÈRE HEURE

Partout un enthousiasme indescriptible.

Sur le boulevard, des groupes de bourgeois, mêlés aux groupes de gardes nationaux des faubourgs, crient : « Vive la République ! Vive la Commune ! A Versailles ! »

On dit que les femmes rejoindront demain les bataillons.

Partout les tambours battent la générale.

COMMUNE DE PARIS.

11 h. du soir.

La commission exécutive propose à l'assemblée le décret suivant :

Considérant que les hommes du gouvernement de Versailles ont amené et commencé la guerre civile, attaqué Paris, tué et blessé des gardes nationaux, des soldats de la ligne, des femmes et des enfants ;
Considérant que ce crime a été commis avec préméditation et guet-apens contre tout droit et provocation aucune :

Art. 1^{er}.
MM. Thiers, Jules Favre, Picard, Dufore, Pothuau, sont mis en accusation.

Art. 2.
Leurs biens seront mis sous séquestre jusqu'à ce qu'ils se soient présentés devant la justice.

Le citoyen Félix Pyat propose encore un décret qui conclut à l'abolition du budget des cultes.

La Commune de Paris adopte les familles de ceux qui ont succombé ou succomberont dans la lutte engagée par les royalistes de Versailles pour la destruction de la République.

La Commune se réunit aujourd'hui à dix heures du matin.

A LA GARDE NATIONALE DE PARIS

Les conspirateurs royalistes ont attaqué ! Malgré la modération de notre attitude, ils ont attaqué.

Ne pouvant plus compter sur l'armée française, ils ont ATTAQUÉ, avec les zouaves pontificaux et la police impériale.

Non contents de couper les correspondances avec la province et de faire de vains efforts pour nous réduire par la famine, ces furieux ont voulu imiter jusqu'au bout les Prussiens et bombarder la capitale.

Ce matin, les chouans de Charette, les Vendéens de Cathelineau, les Bretons de Trochu, flanqués des gendarmes de Valentin, ont couvert de mitraille et d'obus le village offensif de Neuilly et engagé la guerre civile avec nos gardes nationaux.

Il y a eu des morts et des blessés. Elus par la population de Paris, notre devoir est de défendre la grande cité contre ces coupables agresseurs. Avec votre aide, nous la défendrons.

Paris, 2 avril 1871.

La Commission exécutive,
BERGERET, EYDES, DUVAL, LEFRANCAIS, FÉLIX PYAT, G. TRIDON, E. VAILLANT.

EN ROUTE

Les journaux de la réaction insultaient et calomniaient la Révolution,

La Révolution ne se détournait pas pour faire taire les insulteurs qu'elle accablait de son dédain ou de son mépris.

La cité républicaine, malgré Versailles, affirmait pacifiquement son droit d'être libre. Elle pouvait, au lendemain du 18 mars, lancer ses soldats-citoyens contre un gouvernement de capitulards, qui fuyaient après l'avoir provoquée.

Elle avait eu la magnanimité sage de limiter ses vœux et son action, de laisser les provocateurs fuyards s'installer à Versailles, trop près de nous, et de les abandonner à leurs délibérations séniles et stériles, pour ne songer qu'à sa reconstitution communale.

Les barricades s'égrenaient, les pavés amoncelés reprenaient leur place, les canons se rangeaient, les boutiques étaient recouvertes, la circulation rétablie, l'enthousiasme du 26 mars se changeait en confiance élémentaire, on entraînait dans la voie des négociations, on pouvait croire que le fait était accompli, que Paris était devenu ville libre et qu'un arrangement allait intervenir entre Paris et la France, pour que l'autonomie, l'indépendance, les droits les plus complets de la grande cité fussent respectés, en même temps que seraient renoués les liens qui l'unissaient à la nation dont elle fut la capitale sans qu'il en coûtât une vie d'homme, une goutte de sang.

Mais ils ont attaqué.

Ils ont fait ce que n'osa pas faire Charles X après les édits de juillet, ce que n'osa pas faire Louis-Philippe après la manifestation de la garde nationale, ce que n'osa pas faire Louis XVI qui fuyait à Cologne et non à Versailles, ce que n'eût pas osé faire lui-même l'homme criminel de Décembre et honteux de Sedan qui peut-être n'eût pas eu l'odieuse pensée de faire, avec ses agents à cassa-tête, ce que M. Thiers a fait aujourd'hui.

Ils ont attaqué.

Ils ont lancé contre la cité républicaine, affranchie, contre la garde nationale qui défend sa ville et ses foyers, les agents de la police impériale, odieux à tous, et que les hommes d'ordre et de légalité eux-mêmes rougiraient d'avoir pour alliés, les aventuriers qui avaient offert leurs services au pape, les traîneurs de sabre de Charette et de Cathelineau qui tuaient, il y a quelques jours, au Mans, des citoyens inoffensifs et soulevaient contre eux une population indignée.

Paris outragé, insulté, provoqué, doit répondre à Versailles comme au Prussien. Il sait le chemin ; ses morts à Buzenval lui montrent la route et crient vengeance contre la trahison.

Il n'y a plus à hésiter ! Ils ont osé attaquer Paris. Bien ! Ce soir le drapeau communal flotte sur Versailles.

En route !

Le Cri du Peuple.

LES FEMMES

Citoyennes,
Femmes de toutes les classes,
Allons à Versailles !

Allons dire à Versailles ce que c'est que la Révolution de Paris ;

Allons dire à Versailles que Paris a fait la Commune, parce que nous voulons rester libres ;

Allons dire à Versailles que Paris s'est mis en état de défense, parce qu'on l'a calomnié, parce qu'on l'a trompé, et qu'on a voulu le désarmer par surprise ;

Allons dire à Versailles que l'assemblée est sortie du droit, et que Paris y est rentré ;

Allons dire à Versailles que le gouvernement est responsable du sang de nos frères, et que nous le chargerons de notre deuil devant la France entière.

Citoyennes, allons à Versailles, afin que Paris ait tenté la dernière chance de réconciliation.

Res le moindre retard.

Réunissons-nous aujourd'hui même à midi, place de la Concorde, et prenons cette importante détermination devant la statue de Strasbourg.

Une véritable citoyenne.

OUI, EN AVANT !

Nous recevons enfin des nouvelles de la province, — nouvelles certaines, indubitables venues d'un ami éprouvé que nous avions spécialement chargé de cette mission.

Ces nouvelles, les voici :

La province est en ébullition. Indignée déjà des infamies de l'assemblée de Bordeaux, elle est avertie des infamies de l'assemblée de Versailles.

Malgré l'Officiel de M. Thiers, malgré le nouveau blocus, la vérité a volé par-dessus Versailles jusqu'aux plus humbles cités, et la France a vu bien aisément que Paris l'avait suivie de la guerre civile par la plus éclatante des révolutions, et que Paris était décidé à l'arracher une seconde fois à ce même danger suprême, où M. Thiers a décidément juré d'engloutir la patrie.

La province a deviné les manœuvres de ces coupe-jarrets aux abois.

Aussi, dès le lendemain du 26 mars, Marseille et Lyon arboraient au plus haut sommet de l'Hôtel de ville, le drapeau rouge de la Commune. Toulouse, Narbonne, Avignon, le Creuzot, Vierson, Alger, Nîmes, Toulon, envoyaient à leurs frères de Paris l'immense acclamation de la Patrie ressuscitée ; et, du nord au midi, de l'orient à l'occident, s'élevait dans l'air ce frémissement inoubliable qui précède les grandes tournantes, et qui semble fait de l'enthousiasme et du serment de tout un peuple.

La province avait prévenu Paris. Elle lui avait crié, par la bouche de ses gran-

des villes : « Marche en avant, nous le suivrons ! »

Et Paris avait marché.

Mais voilà qu'au milieu de la route, devant le marcheur sublime qui à peine remis sur ses jambes, courait superbement à l'aventure, voilà qu'une foule obscure se dresse, menaçante, exaspérée, haineuse. Elle a mis à sa tête un impitoyable soudard qui attend des ordres, en agitant un sabre nu, et sur une banquette blanche semée de fleurs de lys, elle a gravé : « De par ce sabre, tu n'iras pas plus loin. »

« Je suis la trahison, je suis la débâcle, je suis la honte. Mais je suis la force, et j'écraserai Paris en avril, comme Cavaignac l'a écrasé en juin, et Bonaparte en décembre. »

Ces hommes, — ce sont les hommes qui ont déniché la patrie pour en vendre les lambeaux.

Ces hommes, — ce sont les hommes qui, le 18 mars, ayant raté la guerre civile, sont allés à Versailles raccommo-der leur complet.

Ces hommes, — ce sont les judas immondes qui, après ce double crime, ont préparé une corde, mais pour y pendre la République.

Ces misérables, nous les avons trop oubliés, vraiment.

Nous les avons, trop longtemps et trop impunément, laissé préparer leur besogne sanglante, et aujourd'hui ils l'ont déjà commencée à coups de fusils.

Leurs soldats hier ont osé tirer sur nos gardes nationaux.

Notre sang a coulé.

Cependant, l'armée de l'ordre augmente chaque jour à Versailles, et Charette a porté à Neuilly ses avant-postes de zouaves pontificaux.

Il y a cent mille hommes, là-bas, enrôlés par l'assemblée. Chaque soldat revenant d'Allemagne est dirigé sur Versailles, caressé, choyé, enivré. Il y a ceux que les généraux ont vendus à Metz, trahis à Sedan. Il y a une armée, et cette armée est commandée par une nuée de bandits, décidée à exterminer quand même la révolution triomphante.

En attendant, ces Prussiens éhontés ont prononcé le blocus de Paris, supprimé les postes et arrêté les convois de vivres.

Voilà ce que nous avons laissé faire.

Eh bien, cela, — si nous voulons vivre, — nous avons à le défaire.

Demain ?... Non, mais aujourd'hui.

Car aujourd'hui, soixante mille soldats de cette armée sont avec nous...

Demain, ils seraient entraînés, débordés malgré eux.

Aujourd'hui, nous avons entendu nous-mêmes des régiments indignés protester contre l'infamie... Demain, ces régiments accablés méritent malgré eux leurs balles aux balles des gendarmes.

Finissons-en. — Nous trouverons là-bas aujourd'hui plus de poignées de mains que de coup de fusils, plus de frères que de soldats.

En avant donc !...

Eh quoi ! à cette poignée d'insurgés hors la loi, nous sacrifierions la patrie. L'avenir !

Avec les cinq milliards de Bismarck, avec nos quatre cent mille cadavres semés sur tous les chemins, avec nos six mois de douleurs et d'ignominies, nous nous engouffurons misérablement dans l'irréparable désastre où nous voulons abîmer ces ruraux !

Allons donc ! Lève-toi, Paris de la Commune !

Lève-toi, Paris républicain !

Il y a quatre-vingt-deux ans, le lendemain même de sa résurrection, Paris était menacé, trahi, affamé par son roi.

Louis XVI avait amené son armée à Versailles.

Le 5 octobre 1789, Paris lançait sur Versailles ses hommes, ses vieillards, ses femmes, et ses enfants, et le 6 octobre, cette foule sublime de déguenil-